



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2015-2016

AT/vg

P.V. PETI 03
P.V. ENEJ 02

Commission des Pétitions

et

Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Procès-verbal de la réunion du 28 octobre 2015

Ordre du jour :

1. DEBAT PUBLIC

Pétition publique 507 - Eis Kanner sinn zu allem fähig. Fir e richtegt a professionellt Schwammeléieren an der Grondschoul

2. Conclusion des commissions

*

Présents : M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés

Mme Nancy Arendt, M. André Bauler remplaçant M. Guy Arendt, M. Gusty Graas, M. Max Hahn, M. Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, M. Roger Negri, M. Marco Schank, M. David Wagner, membres de la Commission des Pétitions

M. Claude Adam, Mme Sylvie Andrich-Duval, M. Gilles Baum, M. Eugène Berger, Mme Tess Burton, M. Yves Cruchten remplaçant M. Georges Engel, M. Lex Delles, M. Claude Haagen, Mme Martine Hansen, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes remplaçant Mme Martine Mergen, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Zeimet, membres de la Commission de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
M. Guy Strauss, du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Les pétitionnaires :
M. Daniel Cardarelli, M. Alain Spies, M. Marco Thomé, de la Fédération
Générale de la Fonction Communale

M. Jupp Grüneisen, M. Giovanni Pacchioli, M. Christophe Wahl, de
l'Association Luxembourgeoise des Instructeurs de Natation

Mme Anne Tescher, Mme Joëlle Merges, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Marc Angel, M. Guy Arendt, Mme Cécile Hemmen, M. Marcel Oberweis, M.
Roberto Traversini, membres de la Commission des Pétitions

M. Georges Engel, Mme Martine Mergen, membres de la Commission de
l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

*

Présidence : M. Marco Schank, Président de la Commission des Pétitions
M. Lex Delles, Président de la Commission de l'Education nationale, de
l'Enfance et de la Jeunesse

*

1. Pétition publique 507 - Eis Kanner sinn zu allem fäheg. Fir e richtegt a professionellt Schwammeléieren an der Grondschoul¹

En guise d'introduction, M. le Président de la Chambre des Députés et M. le Président de la Commission des Pétitions proposent de modifier les procédures de déroulement du débat public au sujet d'une pétition publique ayant atteint le seuil de signatures. D'après les orateurs, ce débat devrait être ouvert au public, un certain nombre de personnes intéressées pouvant assister à la réunion à partir des tribunes, à l'instar du déroulement d'une séance publique. Cette proposition sera transmise aux organes concernés de la Chambre en vue d'une mise en œuvre dans les prochains délais.

Les pétitionnaires exposent ensuite leurs revendications. Pour les détails, il est renvoyé au document en annexe du procès-verbal reprenant le discours des pétitionnaires.

De l'échange de vues avec les membres des commissions parlementaires il y a lieu de retenir succinctement les éléments suivants:

- La représentante du groupe parlementaire CSV souligne que le fait qu'un enseignant dispose d'un brevet de sauvetage (Junior Lifesaver) n'est pas une condition suffisante pour pouvoir dispenser un cours de natation adéquat. Elle estime que la conduite d'un cours de natation dont l'objet est l'instruction des mouvements corrects des différents styles de natation demande des connaissances spécifiques.

- D'après le représentant du groupe politique déi gréng, l'instituteur doit rester un généraliste. Pour les enseignants qui ne souhaitent pas dispenser des cours d'éducation physique ou de natation, la possibilité existe qu'une école attribue un cadre complet d'éducation physique à un seul enseignant. L'enseignant pourra ainsi être déchargé des cours précités. L'orateur conclut que, au vu de la possibilité de décharge, les enseignants

¹ Pour les détails de l'échange de vues avec les pétitionnaires il est renvoyé à l'enregistrement vidéo de la réunion disponible sur le site de la Chambre.

qui assurent actuellement les cours de natation eux-mêmes, disposent des compétences pour assurer un cours de bonne qualité.

Pour l'orateur, l'idée que des personnes externes, à côté du titulaire de classe, puissent intervenir à l'école est une piste intéressante. Des projets-pilotes (p.ex. lycée Ermesinde, Eis Schoul) proposent déjà que des spécialistes interviennent dans l'enseignement. Il estime que ce débat devrait être mené d'une manière générale. En ce qui concerne le cours de natation en particulier, l'orateur est d'avis qu'une coopération entre le titulaire de classe et le maître-nageur en tant que spécialiste est essentielle.

- Une représentante du groupe politique CSV estime que les instituteurs disposent d'une formation pédagogique qui les habilite à assurer également des cours de natation. Elle estime que les interventions de l'enseignant et de l'instructeur de natation doivent être complémentaires.

- Les pétitionnaires rappellent qu'en vertu de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, les maîtres-nageurs ne sont plus les titulaires de classe pour les cours de natation. Cette loi a eu comme répercussion que les communes engagent moins de maîtres-nageurs. Les pétitionnaires sont également en faveur d'une interactivité entre l'enseignant et le maître-nageur. Ils soulignent que la pétition n'a pas pour objet de critiquer les instituteurs ou les chargés de cours qui assurent les cours de natation mais regrettent plutôt que les maîtres-nageurs soient déchargés des cours de natation.

- Les pétitionnaires expliquent que la formation de l'instructeur de natation est du niveau DAP. Cette formation professionnelle est organisée par le Ministère de l'Education nationale. Au programme de la formation figurent des cours sur la surveillance et l'encadrement des visiteurs dans la piscine, les travaux de maintenance, la natation et le sauvetage, y compris les bases de l'enseignement de la natation en milieu scolaire, la gestion de l'installation de traitement des eaux, l'animation ou encore l'administration des piscines. Les pétitionnaires soulignent que les apprentis se consacrent avant tout à la pratique de l'enseignement de natation auprès de leur patron, en l'assistant dans ses tâches. En effet, les instructeurs de natation peuvent se prévaloir d'une expérience professionnelle importante et transmettent leur savoir aux apprentis au cours de la formation professionnelle.

- Pour le représentant de la sensibilité politique ADR il faut réformer le modèle du cours de natation en place dans la mesure où les responsables politiques ont pris une mauvaise décision. L'orateur souscrit aux doléances des pétitionnaires et souligne l'importance de la natation. Savoir nager est vital, l'enjeu du débat est donc sérieux. L'orateur met en outre l'accent sur l'importance du sport en général pour le développement des enfants.

- En ce qui concerne la formation de base de l'instituteur à l'Université du Luxembourg, M. le Ministre explique que les étudiants doivent suivre un cours obligatoire² pendant un semestre (26 heures). Ce cours est consacré exclusivement au développement de l'aisance aquatique ainsi qu'aux différents aspects théoriques et pratiques liés à la pédagogie relative au domaine de la natation. A noter que pour la promotion 2015, 115 candidats ont obtenu leur diplôme à l'Université du Luxembourg et 70 dans un établissement à l'étranger.

Une formation en éducation physique fait partie du paquet général de formation de 120 heures que doivent suivre les chargés de cours. M. le Ministre concède que dans une formation de 120 heures, le sport ne peut pas être prépondérant. Voilà pourquoi des

² « Lehr-Lern-Werkstatt Bewegungserziehung » comprenant 18 heures de présence (10 heures de formation pratique à effectuer dans un bassin de natation combinées avec 2 heures d'observation de leçons de natation ainsi que 6 heures de formation théorique) et 8 heures de travail d'études autonome.

formations continues afférentes sont proposées par l'IFEN. M. le Ministre explique en outre que la LSAEP met à disposition du matériel didactique concernant l'instruction de la natation.

A souligner que depuis la rentrée scolaire 2015/2016, les chargés de cours assurant des cours de natation sont tenus de disposer d'un brevet de sauvetage « Junior Lifesaver » ou équivalent.

M. le Ministre souligne que beaucoup de chargés de cours ainsi qu'un bon nombre d'instituteurs ont saisi l'occasion de suivre ces formations continues relatives à la pédagogie de la natation.

L'instructeur de natation est en charge de la surveillance générale du bassin. Si un instructeur de natation participe au cours de natation, il va de soi que, pour des raisons de sécurité dans la piscine, il doit s'agir d'un instructeur de natation supplémentaire.

Si plusieurs classes sont dans le bassin, il doit y avoir plusieurs instructeurs de natation pour garantir la sécurité.

Sur demande de la commune, un deuxième instructeur de natation peut intervenir dans le cours sous l'autorité pédagogique du titulaire de classe, ceci en vue d'encadrer les élèves non-nageurs³.

Pour une classe donnée, il y a donc au moins deux personnes présentes lors du cours de natation, à savoir le titulaire de classe pour le volet pédagogique et le maître-nageur pour le volet surveillance et sécurité du bassin. S'il y a des enfants non-nageurs, la possibilité existe de demander l'intervention d'un maître-nageur supplémentaire.

Pour une classe avec plus de 20 élèves, un accompagnateur supplémentaire pour le cours de natation est mis à disposition par l'école.

Au vu de ce qui précède, M. le Ministre estime qu'aussi bien la sécurité que la qualité du cours de natation devraient être garanties. Il ajoute que la natation fait partie du plan d'étude (volet expression corporelle, psychomotricité, sports et santé). Ce plan d'étude détermine les compétences que l'élève devra acquérir au cours de son parcours à l'école fondamentale. Il revient au titulaire de classe d'évaluer les compétences de l'élève. Le Ministère de l'Education nationale insiste à ce que le plan d'étude soit respecté.

En réponse à la crainte des pétitionnaires que la profession du maître-nageur soit condamnée à disparaître, M. le Ministre souligne que l'instructeur de natation est en charge des fonctions primordiales, à savoir la sécurité des enfants. Cette profession n'est aucunement en voie de disparition. M. le Ministre estime en outre que la coopération entre

³ Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental (Art. 45bis introduit par la loi du 18 juillet 2013)

Art. 45bis. « Dans l'enseignement fondamental, le cours de natation est assuré par le titulaire de classe ou son remplaçant, conformément aux dispositions de l'organisation scolaire communale.

Dans le cadre de l'organisation des cours de natation, la commune siège d'une piscine peut recourir aux services d'instructeurs de natation pour assister des titulaires de classe ou leurs remplaçants lors de l'instruction d'élèves non-nageurs.

Un règlement grand-ducal détermine le taux de participation de l'État aux frais des prestations de services fournies par les instructeurs de natation dans le cadre de l'assistance aux titulaires de classe de l'enseignement fondamental ou à leurs remplaçants ainsi que les modalités de remboursement des frais par l'État à la commune siège. »

maisons-relais et instructeur de natation pourrait être renforcée en vue de promouvoir la natation dans le volet parascolaire.

- M. le Ministre ainsi que plusieurs membres des commissions parlementaires ne souhaitent pas remettre en question à l'heure actuelle le principe de l'instituteur en tant que généraliste dans l'enseignement fondamental. Il propose de discuter avec les acteurs concernés comment cette coopération peut se présenter en pratique dans le cadre légal existant. Il y a lieu d'élaborer et de propager éventuellement un modèle de collaboration pour le cours de natation.

- M. le Ministre souligne l'importance de la coopération entre le titulaire de classe et l'instructeur de natation et met en évidence la complémentarité de leur intervention lors du cours de natation.

- Les pétitionnaires sont d'avis qu'il y a lieu d'examiner en pratique si le plan d'études est effectivement mis en œuvre. Par ailleurs, ils proposent d'évaluer le niveau en natation de tous les élèves des classes de 7^{ème}, en estimant que ces élèves n'ont pas tous acquis les compétences requises.

Ils ne remettent pas en question le principe de l'instituteur en tant que généraliste. Ils rappellent cependant que les maîtres-nageurs ont assuré en tant que titulaires de classe le cours de natation pendant 30 ans. Le fait qu'ils sont désormais privés de cette fonction n'a pas été apprécié.

- Les pétitionnaires accueillent favorablement la proposition de M. le Ministre de discuter avec les acteurs concernés sur l'amélioration de la coopération entre les enseignants et les instructeurs de natation. Ils suggèrent d'y associer également des représentants du Syvicol.

2. Conclusion des commissions

M. le Président de la Commission des Pétitions relève ce qui suit :

- il prend note que le M. le Ministre est disposé à discuter de la coopération en pratique entre le titulaire de classe et l'instructeur de natation ;
- l'importance de la sécurité de la natation a été mise en évidence, un volet qui relève du champ de compétence du maître-nageur ;
- la complémentarité entre les interventions de l'instituteur et du maître-nageur a été soulignée ;
- il s'agit d'examiner comment la coopération entre tous les intervenants du cours de natation pourrait être améliorée ;
- le principe de l'instituteur en tant que généraliste dans l'enseignement fondamental n'est pas remis en question à l'heure actuelle;
- il propose d'évaluer la mise en œuvre du plan d'étude en ce qui concerne le cours de natation.

De l'échange de vues, il y a lieu de retenir succinctement les éléments suivants :

- Une représentante de groupe parlementaire CSV craint que la formation initiale avec un séminaire de 26 heures pendant un semestre ne soit pas suffisante.
- Le représentant du groupe parlementaire déi gréng met en évidence que la qualité de l'offre des cours de natation est bonne au Luxembourg. Il serait effectivement intéressant

d'évaluer le niveau des compétences en natation des élèves. Il est confiant que cette évaluation démontrera que le niveau de natation des élèves est élevé.

- Le représentant de la sensibilité politique ADR est d'avis qu'une évaluation de la qualité du cours de natation en général s'impose. Il estime que le cours de natation est un cours spécifique que les instructeurs de natation ont toujours assuré avec une grande compétence.

- Une représentante du groupe politique CSV accueille favorablement l'ouverture de M. le Ministre d'entamer le dialogue avec les acteurs concernés. Elle propose de promouvoir l'offre d'un deuxième instructeur de natation pour les élèves non-nageurs auprès des communes.

- M. le Ministre propose de charger les inspecteurs de l'enseignement fondamental d'examiner i) le statut du titulaire de classe pour le cours de natation (combien d'instructeurs, de chargés de cours ?) ; ii) le volume des demandes des communes pour un instructeur de natation en tant que deuxième intervenant ; iii) la coopération en pratique entre titulaire de classe et maître-nageur.

M. le Ministre souhaite également discuter avec les pétitionnaires des propositions en vue de renforcer la coopération des instructeurs de natation avec les foyers scolaires.

En ce qui concerne le bilan des compétences de natation des élèves de 7ème, M. le Ministre fait valoir que chaque année mille élèves en provenance de l'étranger intègrent l'enseignement fondamental en cours de route. Ces élèves ne bénéficient donc pas d'un enseignement de natation étalé sur six ans.

- Le représentant de la sensibilité politique ADR s'oppose à la conclusion des commissions parlementaires d'évaluer l'état de la coopération entre enseignants et maîtres-nageurs. Il insiste que l'évaluation doit porter sur les compétences en natation des élèves.

*

En guise de conclusion, M. le Président de la Commission des Pétitions demande aux groupes politiques de mettre la pétition 507 à l'ordre du jour de leur prochaine réunion interne et de communiquer leurs conclusions lors de la prochaine réunion de la Commission des Pétitions.

Luxembourg, le 19 novembre 2015

Le Secrétaire-administrateur,
Anne Tescher

Le Président de la Commission des Pétitions,
Marco Schank

Le Président de la Commission de
l'Education nationale, de l'Enfance et de la
Jeunesse,
Lex Delles

Annexe : Discours de pétitionnaires



66, rue Baudouin
L-1218 Luxembourg
Tél.: 40 77 20-66
GSM: 621258763
Fax: 40 77 20-40
claude.reuter@fgfc.lu
www.fgfc.lu



„Eis Kanner sinn zu allem fähig.
Fir e richtegt a professionellt Schwammeléieren
an der Grondschoul“

Ëffentlechen Debatt an der Chamber Petitoun 507:

„Eis Kanner sinn zu allem fähig. Fir e richtegt a professionellt Schwammeléieren an der Grondschoul“
Mëttwoch, 28. Oktober um 09:00 Auer

Dokumentatioun:

www.nager.lu
www.facebook.com/nager.lu
www.fgfc.lu

Interventioune vun de Pétionnaire FGFC/ALIN

Här Chamberspresident,
Här Kommissiounspresident,
Här Minister,
Dir Dammen an Dir Hären Députéierten,

Erlaabt mer kuerz eis Leit virzestellen:

Daniel Cardarelli, FGFC Präsident, Gemeng Suessem;

Alain Spies, FGFC Tresorier, Gemeng Esch;

Jupp Grüneisen, ALIN President (Association Luxembourgeoise des Instructeurs de Natation),
Schwammmeeschter an der Schoulschwämm zu Monnerech geréiert vum interkommunale
Syndikat PIMODI;

Giovanni Pacchioli, ALIN Sekretär, Schwammmeeschter an der ëffentlecher Schwämm
zu Schëffleng, geréiert vun der Schëfflenger Gemeng;

Christophe Wahl, ALIN Comitésmember, Schwammmeeschter an der Schoulschwämm
zu Stengefort, geréiert vun der Stengeforter Gemeng;

a mäi Numm ass **Marco Thomé**, FGFC Generalsekratär an Déposant vun der Pétitioun n° 507

Interventioun vum Här Marco Thomé, Generalsekretär FGFC, Dépositant vun der Pétitioun

Dir Dammen an Dir Hären,

Et ass net fir d'éischt, datt op dëser Plaz iwver d'Kompetenze vun der Schwammmeeschteren debattéiert gëtt.

Soumat kënne mir also dovunner ausgoen, datt all Mënsch heibanne weess, wat fir eng Entwécklung d'Kompetenze vun de Schwammmeeschteren innerhalb vum Schoulschwammen an de leschte Joere geholl huet. Dëst vu virun der 2009ter Reforme vum „Enseignement primaire“ zum „Enseignement fondamental“ hin, iwver d'Reforme selwer, awer och iwver d'Refonte vun dësem Gesetz am Joer 2014. Mir ob eiser Säit fäerten nämlech, dass nieft dem Fakt, datt d'Kanner ëmmer manner an der Schoul schwamme léieren, de Beruff vum Schwammmeeschter méttelfristeg ofgeschafft gëtt.

Mir kennen iwverdeems d'Positioun vu villen Députéierten aus dësem héijen Haus. Scheinbar wor et 2014 esouguer schwéier hei en interfraktionelle Konsens ze fannen, datt d'Schwammmeeschtere fir Non-Nageurën an de Schoule kënnen zoustänneg sinn. Dobäi kënnt, datt mir natierlech och déi aktuell Positioun vun der Education Nationale kennen. De MEN huet zwar en neie Minister, mee dem seng Positioun differenzéiert sech net vun der Positioun vun der fréierer Ministesch. Wann dann elo de politeschen Interêt heibannen net allze vill grouss ze si schéngt, d'Regierung alles beim Ale wëll beloossen, hu mir haut hei wahrscheinlech e schwéiere Stand, matt eisem Dossier Gehéier ze fannen.

Mee ebe grad well iwver 7.000 betraffe Bierger eis Pétitioun ënnerschiwwen hunn, erwaarde mir vun lech Volleksverrieder, datt Dir lech haut hei matt eis zesummen engem richtegen Debat stellt, souwäit dat an dëser kuerzer Zäit iwverhaupt méiglech ass. En einfachen Austausch vu géigesäitege Positiounen hëlleft den Elteren déi sech Gedanken ëm hir Kanner am Kontext vum Schoulschwamme maachen, net wierklech weider. Heibäi sief bemierkt, dass Elterevereenegung FAPEL, eis Bedenken a Fuerderungen och deelt.

Zum eigentlechen Thema:

Am Kader vun enger Publizitéitscampagne am Interêt vum Schoulschwammen, hu mir d'Pétitioun 507 „Eis Kanner sinn zu allem fähig. Fir e richtegt a professionellt Schwammeléieren an der Grondschoul“, eragereecht.

Innerhalb dëser Pétitioun déi genau 7.040 Signatairë fonnt huet, fannt Dir folgend Kärfuerderung: „D'Regierung däerf sech net aus der Verantwortung stielen, andeems si esou mëscht wéi wann alles an der Rei wier an hir Verantwortung un d'Gemengenautoritéite ofwält.“

Här Minister Meisch, dës Fuerderung riicht sech also direkt un lech an Ärer Funktioun als zoustännegen Educationminister. Als FGFC hu mir viru kuerzem en Interview matt lech gemeet, deen an eisem nächste Gewerkschaftsmagazine ofgedréckt gëtt. Heiranner deelt Dir matt, datt d'Méiglechkeet weiderhi giff bestoen, datt de Schwammmeeschter bei „Non-Nageuren“, ob Demande vum Schoulmeeschter hin, ka fir d'Schwammstonn matt abezu ginn.

Dës Stonne kënnen duerch eng 2/3 staatlech Participatioun vun insgesamt 50.- €/Stonn vun der Gemeng beim Staat zeréck gefrot ginn. Fir d'Schouljoer 2013/14 wieren esou fir 16.312 Schwammstonnen d'Demandes de Remboursement vu Gemengesäit bei lech am MEN agaangen.

De STATEC seet eis awer, datt mer an deem Schouljoer vum 1. bis an de 4. Cycle ronn 36.200 Schüler am „Fondamental“ haten. Waan een dovunner ausgeet, datt all Klass op mannst eng Schwammstonn pro Woch soll hunn, subventionnéiert dir also bei der Education Nationale grad emol eng hallef „Schwamm-Woch“ pro Schouljoer. Mir mengen, datt dës Chifferen de Kanner déi innerhalb vum Fontamental guer net oder net richtig schwamme konnten, net wirklech gerecht gi sinn. Eigentlech schwätzen dës Chifferen einfach fir sech.



Et ass also net esou, wéi wann d'Schwammmeeschtere guer net méi dierfen intervenéieren.
Just, de Kompromëss, esou wéi en hei an der Chamber zwëschen de Fraktiounen am Joer 2014 ausgehandelt gouf, funktionéiert an der Praxis net, dat beweisen net zulescht dës Zuelen.

Problem ass hei: an dësem Dossier hu mir et matt zwee Intervenanten ze dinn. Op der enger Säit steet d'Gemeng déi d'Installatiounen, sprécht d'Schwämm, mam Personal fir d'Sécherheet zur Verfügung stellt. Op der anerer Säit steet d'Education Nationale déi matt hirem Personal souzesoen Utilisateur vun den Installatiounen ass. Wichteg bleift eis hei onmëssverständlech ze ënnersträichen, datt de Schwammmeeschter fir d'Sécherheet an der Schwämm responsabel ass an och bleiwe muss. Awer net hien alleng, och de Schoulmeeschter oder de Chargé steet hei weiderhin an der Verantwortung.

Déi vun Iech hei fonnte Léisung, déi dorops ofziilt, datt d'Gemeng hire Kanner de soi-disant „Schwamm-Léier-Service“ zousätzlech soll zur Verfügung stellen, awer och nëmme wann d'Personal vum MEN deen ufreet, ass eng Illusioun. Dir iwwerloosst et also der Gemeng ob si et fir wichteg fënnt, datt d'Kanner schwamme léieren; dobäi sidd Dir als Education Nationale dofir zoustänneg.

Dir Dammen an dir Häre riicht eraus gesot: De meeschte Schäfferéit queesch duerch d'Land ass et zimlech egal ob d'Kanner an hirer kommunaler Schwämm schwamme léieren, well et ganz einfach net hire Business ass. Net selten héiere mir d'Lokalpolitiker hanner virgehalener Hand soen: „D'Education Nationale wollt dat Ganzt jo, da soll se et och maachen. Déi Sue kenne mir als Gemeng spueren!“ D'Gemenge loosse also hiert aktuellt Personal en Place bis datt se spéitstens pensionéiert ginn. Duerno behalen se nach en absolute Minimum fir d'Sécherheet ze garantéieren, dat ass d'Realitéit.

Kuckt een sech dann elo nach un wéi d'Personal op der MEN Säit drop preparéiert ass fir de Kanner d'Schwamme bäizebréngen, bleift engem net selten de Mond opstoen. Och wann et sécherlech Schoulmeeschteren a - meeschtesche ginn, déi dat exemplaresch maachen, ginn et der awer och vill déier Anerer, déi offen zouginn, datt d'Schwammen net grad hiren Dada ass. Dir wësst dat alleguer hei bannen.

Kennt nach dobäi, datt Schwammmeeschtere scheinbar aus pädagogesche Grënn a virun allem well si keng Première hunn, net kompetent sinn, fir dat se maachen, wat si säit Joerzéngte maachen, nämlech Schwammcoursen ze halen. Ersat ginn se dann oft duerch Chargéen déi net emol den 1. FNLS Rettungsbrevet mussen ofschléissen, fir op d'Kanner lassgelooss ze ginn. Hei geet op eemol guer keng Riets méi vu pädagogesche Kenntnisser, mee just nach vu minimaler Sécherheet während enger knapper Stonn Gepiddels a Gespills am Waasser, wat guer näischt méi mat kompetentem Schoulschwammen ze dinn huet!

Dir Dammen an Dir Hären,

verstitt dir dat?

Mir zesumme matt de Signataire vun eiser Petitioun verstinn dat op alle Fall net!

Wéi dat Ganz elo um Terrain ausgesäit, erklärt Iech och e Mann vum Terrain de Kolleg Jupp Grüneinsen.



Interventioun vum Här Jupp Grüneisen, President ALIN

Dir Damen der Hären,

Wou mir 2009 d'Informatioun kritt hunn, dass de Schwammmeeschter net méi op der Lescht stoe giff, fir an der Grondschoul Schwammen ze halen, ware mir geschockt. Mir hunn eis gefrot: „Wat ass de Beweggrund, firwat mir eis Aarbecht net méi dierfe maachen?“

Säit 2009 hate mir méi wéi eng Réunioun mat Ministeren, Députéierten a Fraktiounen. Heibäi hu mir eist Fachwësse kompetent a sachlech matt abruecht. Och ware mir ëmmer kooperativ a gedëlleg an der Saach.

Fakt ass haut: Mir als Schwammmeeschtere gleewen net méi dorunner, wéi dat 2009 nach geheescht huet, datt mir einfach vergiess gi sinn. Et gesäit éischter duerno aus, datt mir am Schoulschwammen net méi gedult sinn.

D'Formatioun vum Schwammmeeschter, iwwregens ugebueden an unerkannt vun der Education Nationale, gëtt et elo schonns iwwer 30 Joer. Op als Titulaire de classe oder zesumme mat den Enseignantent hu bis 2009 dausende vu Schoulkanner mat Freed, sécher a mat Fachkenntnis schwamme geléiert.

Zesumme matt der Chamber des Métiers ass 2006 d'Formatioun vun de Schwammmeeschtere reforméiert ginn. Vun 2009 un, hu mir mat der Equipe curriculaire den CATP an en DAP ëmgewandelt an och do ass och dem Schoulschwamme Rechnung gedroe ginn. Haut froe mir eis awer: „Firwat war dat alles gutt?“

Den aktuelle Gesetzestext léist eiser Meenung nëmme eng Interpretatioun zou: de Schwammmeeschter soll mëttelfristeg näischt méi mam Schoulschwammen ze dinn hunn. Den Educationsministère iwwerléisst et de Gemengen, op si nieft dem Enseignant nach e Schwammmeeschter bei eng Schouklass stellen a mescht esou wéi wann alles an der Rei wier.

Fakt ass: op Grond vun dem Reglement Grand-ducal vun 1990 brauch de Bedreiwler vun enger Schwämm just ee Schwammmeeschter fir d'Surveillance général ze garantéieren. Dat heescht dass et net ausgeschloss ass, dass et an e puer Joer esouwäit kënnt wéi et elo schonn an engem Lycée an der Stad gemaach gëtt. Hei gëtt d'Schoulschwammen elo schonns ouni Schwammmeeschter ofgehalen. Hei gëtt sech also einfach net un d'Gesetz gehalen, an dat stéiert scheinbar kee Mënsch.

Eppes läit mer hei besonnesch um Mo. Generell gëtt politesch argumentéiert, kee soll méi an eiser Gesellschaft ausgeschloss oder diskriminéiert ginn. Bis haut hunn ech awer nach net verstanen firwat en Handwierker, scheinbar net méi apte soll si, fir de Kanner an der Grondschoul d'Schwammen ze léieren. Wat zeechent e Mënsch aus, deen eng Première huet? Wat huet hie méi wéi mir diploméiert Handwierker? Passen d'Wärter déi Schüler an engem Handwierk léieren net méi an eis Gesellschaft?

Persounen déi e Premièresdiplom an de Brevet „Junior Life Saver“ vun der FLNS hunn, dierfe mat de Schoulkanner schwamme goen - dat als Titulaire de classe. Dëse Rettungsbrevet kann ab 12 Joer gemaach ginn an huet absolut näischt mat „Schwamm-Pädagogik“ ze dinn. Heibäi schwätze mer emol guer net vu routinéierten a kompetenten Sécherheetsofleef innerhalb vun der Schwämm an engem Noutfall.

Wéi ass esou eppes méiglech? Op der enger Säit hu mer eis Formatioun vun 3 Joer plus Formation continue. Op der aner Säit bleiwen vill Titulaires de classe, wat d'Schwammen ugeet, all pädagogesch Approche schëlleg. Wou läit hei är Logik dir Dammen an dir Hären?

Abee, d'Konsequenz vun Ärer Politik ass déi folgend: an deenen nächste Joere verléiere mir ëmmer méi u Sécherheet an u Qualitéit am Schoulschwammen. Während an eisen Nopeschlänner drun geschafft gëtt fir d'Situatioun vun hire Schoulkanner ze verbessern, dénivelléieren Dir eise gutt funktionéiere System ouni novollzëibare, sachlech fundéierte Gronn.

Schwammen ass matt kengem anere Fach an der Grondschoul ze vergläichen. D'Ëmfeld an der Schwämm ass op Gronn vum Kaméidi, der Temperatur an net zulescht wéint dem Medium Waasser net ongeféierlech. Trotzdem ass d'Schwammen immens wichteg, net zulescht well et esou gesond ass. Liewenswichteg ass et, well jiddereen och soll a même sinn ausserhalb der Schoul ze schwammen.

An de leschte Joere sinn iwverdeems d'Effektiver vun de Schouklasse ëmmer méi an d'Luucht gaangen. Fir d'Schoulschwammen ass dëst eng schwéier Situatioun, well doduercher de Niveau vun de Schouklasse nach méi verschidde gëtt. Grouss Klassen am Waasser kompetent ze betrieien ass net einfach a verlaangt Erfahrung.

Wann en Enseignant, Schwëmmer an Netschwëmmer an senger Klasse huet, wéi soll en dann do alleng mat der Grupp schaffen? Esouguer am Lycée waren a sinn d'Sportsproffen frou wann d'Schwammeeschteren mat Netschwëmmer schaffen. Resultat wäert sinn, dat weder mat de Schwëmmer nach mat den Netschwëmmer optimal geschafft ka ginn. Qualitéit bleif op der Streck an an e puer Joer wäert et zu massive Problemer an de Lycée beim Schoulschwamme kommen.

Aus eiser professioneller Sicht, kann nëmme am Fondamental all Kand flächendeckend richtig schwamme léieren. Fehler déi do am Schwammen ugeléiert ginn oder net verbessert ginn, behalen d'Kanner e Liewe laang. Spéider am Lycée sinn d'Fehler esou automatiséiert datt d'Sportsproffen de Gros net méi verbessert kréien. Leidtragend sinn eis Kanner!

Kënnt nach dobäi, datt ëmmer méi Kanner vun Educateur an der Maison Relais betreit ginn. Hei kënnt also en neien Intervenent dobäi, deen sech em d'Schouklasse këmmert, hei virun allem no der Schoul. Och d'Educateure gi matt de Kanner schwammen an droen eng grouss Responsabilitéit.

Hei net nëmme d'Elteren am Glawen ze loossen d'Schwamme wär sécher, dat géif d'Statistik vun deene leschten 30 Joer beweisen, ass ganz geféierlech. Mir sinn nämlech der Meenung, nëmme well eis Sécherheetskultur an eise Schwämmewämmen gutt war an ass, ass wéineg passéiert.

Fest steet matt dem aktuelle Gesetz wäerte mir an den nächste Joere manner Schwammeeschteren am Schoulschwammen hunn. Wann d'Léierpersonal dann ob e Schwammeeschter well zeréckgräifen, dann ass kee méi do. Well firwat soll eng Gemeng e Schwammeeschter fir 4 Stonnen astellen, wenn de Staat nëmme 2/3 vun 50 € un d'Gemeng iwverweist, an net fir déi 4 Stonne méi just 4 mol 25-40 min. De Schwammeeschter gëtt hei vum Staat also ob d'Minutte bezuelt.

Bis haut verstinn mir och net wisou Dir Här Meisch am RTL-Interview behaupt hutt, déi leescht 30 Joer hätt dat alles gutt funktionéiert: d'Schwammeeschtere waren zoustänneg fir d'Sécherheet an de d'Enseignant fir pedagogesch Schwammcoursen. Bei allem Respekt Här Minister, Dir wësst selwer, dass déi Ausso esou net richtig ass!

2010 hu mir eng Statistik fir äre Ministère gemaach mam Resultat, datt bal 70% vun de Grondschoulschwammcourse vum Schwammeeschteren als Titulaire de classe oder zesumme mat dem Léierpersonal ofgehale gi sinn.

Mir hu jorelaang mat allen aneren Intervenenten, gutt zesumme geschafft. Weder geet et eis ëm Revendikatiounen vun der Pei nach drëms fir anerer vum Schoulschwammen auszegrenzen. Mir hunn en unerkanntene Beruff a eng vun eisen Aufgaben ass et eise Kanner mat Pädagogik a Fachwëssen d'Schwamme bäizebréngen.

Zesumme matt de Schoulmeeschteren an den Chargés welle mir weider dofir ze suergen, datt eis Kanner och an Zukunft nach sécher a professionnell schwamme léiere kennen. Am beschte geet dëst andeems mir erëm habilitéiert ginn, Titulaire de Classe vun enger Schwammklasse ze sinn. Heibäi kënne mir mam Personal vum MEN dofir suergen, datt d'Elteren vun de Kanner wëssen: „Mäi Kand léiert an der Schoul richtig schwammen!“

Mir soen iech merci!

5/

